

## BERLIN

Diplômée d'un master en philosophie, attirée par le dynamisme et la qualité de vie berlinois, Mathilde Ramadier s'est installée dans la capitale allemande en septembre 2011. Très vite confrontée au marché du travail, elle a découvert le fonctionnement de « la métropole des start-up », sa vitalité, mais également ses failles et ses excès. En effet, si le modèle économique allemand est porté au pinacle par les politiques français, force est de constater qu'on ignore la réalité sociale de celui-ci. En 2003, les réformes Hartz menées par Gerhard Schröder ont profondément modifié



# Le VRAI FAUX modèle ALLEMAND



PAR MATHILDE  
RAMADIER  
ET POCHÉP

le fonctionnement du marché du travail. Les indemnités chômage ont été sacrifiées, le recours à l'intérim, au temps partiel et autres minijobs grandement facilité, et les modalités de licenciement ont été simplifiées. Dans un pays où

le Smic n'existe toujours pas (même si le sujet est en discussion), des Allemands doivent cumuler parfois jusqu'à quatre salaires pour s'assurer un revenu décent. Récemment, le journal populaire *Bild* parlait, lui, d'un « tsunami de pauvreté ».



**D**epuis le début de la crise de la dette dans la zone euro, nos gouvernements successifs n'ont eu de cesse de prendre l'économie de l'Allemagne pour modèle, d'encenser son dynamisme et la situation de l'emploi, étonnamment stable. Le chômage a même considérablement baissé en dix ans. Mais que se cache-t-il derrière ces chiffres ?

Des travailleurs pauvres, qui ne comptent pas dans les statistiques du chômage. Des millions de gens qui ne gagnent pas de quoi cotiser, ni pour leur Sécurité sociale, ni pour leur retraite, et encore moins pour leur congé maternité. À Berlin, ville « pauvre mais sexy », selon son maire, Klaus



### ANGELA MERKEL

Évoquant les négociations entre son parti conservateur et les sociaux-démocrates (SPD) pour former un gouvernement de coalition, la chancelière allemande avait confirmé, le 21 novembre dernier, la création d'un salaire minimum : « Nous allons décider de choses que [...] je ne considère pas comme justes, parmi elles un salaire minimum généralisé. Je vais tout faire pour minimiser les effets sur l'emploi d'une telle mesure. »

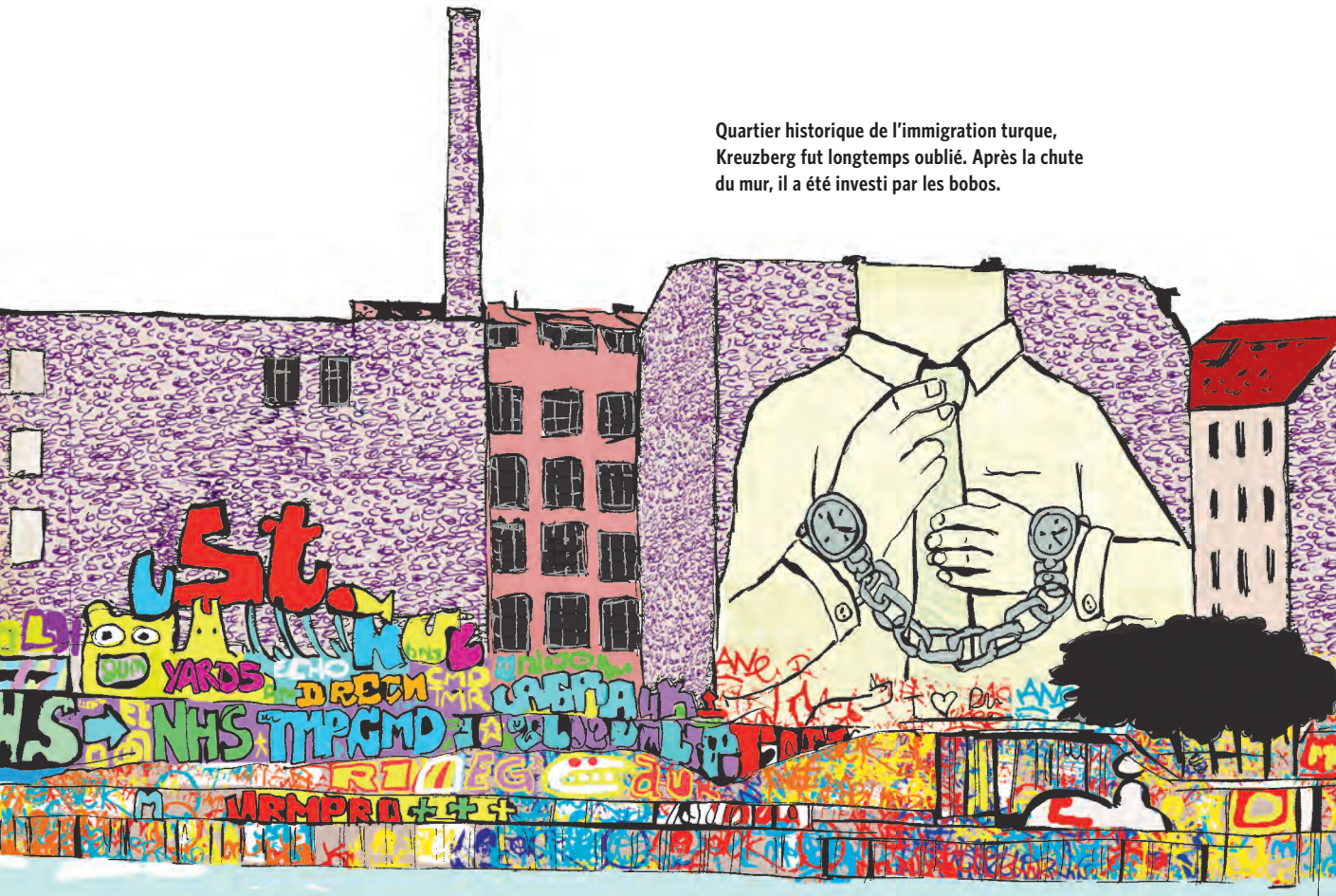


Wowereit, le phénomène est d'autant plus fort que la population est jeune – la retraite est dans longtemps, la vie de bohème bat son plein.

À la fin de novembre 2013, Angela Merkel (CDU, Union chrétienne-démocrate) a annoncé, à la suite de sa coalition avec le parti de centre gauche (SPD, Parti social-démocrate), l'instauration ces prochains mois d'un salaire minimum généralisé de 8,50 euros brut de l'heure (il est en France de 9,53 euros). Lors de la campagne électorale qui a précédé sa réélection, le 22 septembre 2013, ce sujet était pour la première fois au cœur des débats.

Pour certains secteurs, ce sont les conventions collectives qui décident d'un salaire plancher. En l'absence de celles-ci, le taux horaire pour cer-

Quartier historique de l'immigration turque, Kreuzberg fut longtemps oublié. Après la chute du mur, il a été investi par les bobos.



**LE TAUX HORAIRE POUR CERTAINES ACTIVITÉS PEUT ÊTRE TRÈS BAS. DES CAFÉS DU QUARTIER BRANCHÉ DE KREUZBERG, OÙ L'ON NE GAGNE QUE 6 EUROS DE L'HEURE, AUX ENTREPRISES OÙ L'ON NE TOUCHE QUE 450 EUROS PAR MOIS, LES SITUATIONS PRÉCAIRES SONT COURANTES. EN AOÛT 2013, LE TAUX DE CHÔMAGE À BERLIN S'ÉLEVAIT À 11,7%.**

taines activités peut être très bas. Des cafés du quartier branché de Kreuzberg, où l'on ne gagne que 6 euros de l'heure, aux entreprises où l'on ne touche que 450 euros par mois, les situations précaires sont courantes. En août 2013, le taux de chômage en Allemagne s'élevait à 6,8 %. À Berlin, 11,7 %. Alors, jusqu'où le « sexy » peut-il masquer une pauvreté grandissante ?

Le temps de travail hebdomadaire légal en Allemagne est de 40 heures. La rémunération des heures supplémentaires doit être fixée par le syndicat. Sinon, l'employeur n'est pas tenu de les payer. « Si, en raison d'un volume de travail et d'intérêts économiques élevés, un projet nécessite plus de travail, l'employé doit être prêt à



le fournir, dans la mesure du possible.» Cette phrase est issue d'un contrat que j'ai signé pour travailler dans une start-up, pour 960 euros brut mensuels – soit 480 euros net.

## «TU NE PEUX OU TU NE VEUX PAS TRAVAILLER ?»

Je me souviens aussi de ma démission à la fin de ma période d'essai dans une galerie d'art, lorsque au lieu de l'embauche prévue avec un salaire de 1500 euros, je n'allais toucher que 500 euros, en contrat précaire, sans cotisations sociales. Mon directeur m'a dit, sans ambages : *« C'est comme ça que tu feras carrière dans l'art. Si tu veux gagner plus, tu n'as qu'à travailler en tant qu'hôtesse. Je savais d'avance que je ne pourrais pas te payer autant, mais j'ai préféré ne pas te le dire. »* Avant de me demander froidement : *« Tu ne peux pas ou tu ne veux pas travailler pour 500 euros ? »*

Derrière ces considérations sur le concept de volonté, mon employeur agissait en toute légalité. Pour le comprendre, il faut se retourner onze ans en arrière, lorsqu'en mars 2003, le chancelier Gerhard Schröder (SPD) mit en place une série de réformes. À ses côtés, Peter Hartz, ancien directeur du personnel chez Volkswagen, missionné par le gouvernement. Ce dernier donna son nom aux célèbres lois Hartz, qui ont considérablement réduit les indemnités de chômage, baissé les prestations sociales, fusionné les allocations avec le chômage, restructuré l'agence pour le travail, simplifié les procédures d'embauche...

Pour une nouvelle politique de l'emploi plus flexible. Ainsi, de nouveaux types de contrats moins coûteux pour les employeurs ont depuis fleuri, comme celui que j'eus à la galerie.





Grâce à ses loyers bon marché,  
Berlin attire les créatifs  
d'Allemagne et d'ailleurs, séduits  
par l'effervescence de la ville.  
Ici, le Club des Visionnaires,  
un bar à la mode au bord  
de la Spree, à Kreuzberg.



Parmi eux, on trouve aussi le minijob. Ce contrat au nom aimable est plafonné à 450 euros mensuels et sa durée ne doit pas excéder deux mois. En théorie. Un « *avantage pour les étudiants et les pères/mères au foyer* », comme le souligne Jérôme Lecot, recruteur pour Eurojob Consulting de profils franco-allemands.

Un avantage, mais non sans une foule d'effets pervers. Car, en réalité, ces minijobs sont très souvent prolongés et ils impliquent un nombre considérable d'heures hebdomadaires quand le taux horaire n'est que de 5 ou 6 euros.

Fanny, diplômée de pâtisserie française, prépare les gâteaux dans un café prisé de Kreuzberg, 18 heures par semaine. Elle a signé un minijob en mars 2012 et touche 400 euros par mois pour ses deux journées hebdomadaires de 9 heures, où elle s'active en cuisine, sans pause ni couverture sociale.

Un autre type d'engagement pernicieux : les contrats à durée déterminée de « *Freier Mitarbeiter* », pour travailleurs indépendants. L'employeur étant exonéré de toutes cotisations sociales, le travailleur doit lui-même payer sa Sécu. Cette dernière relève en Allemagne du système



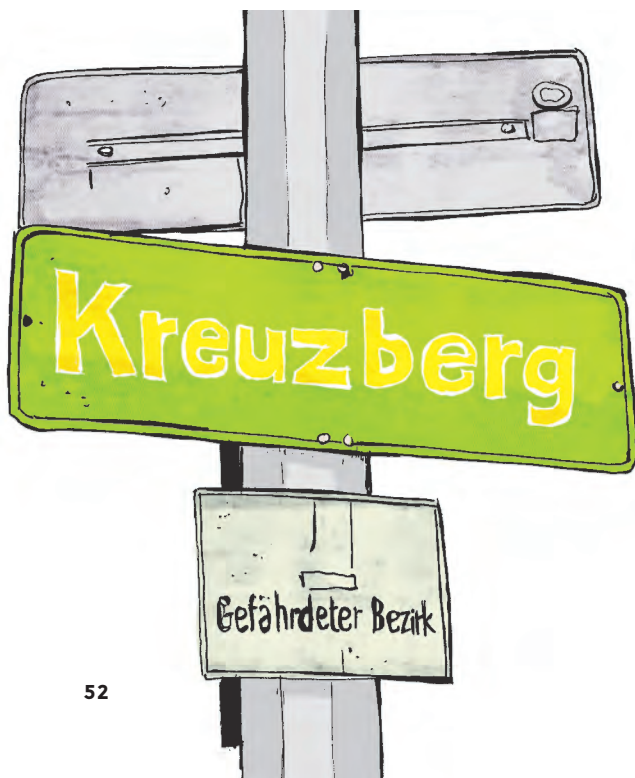
Valentine, 28 ans, diplômée en gestion culturelle, s'est installée à Berlin il y a deux ans. Cette Bruxelloise doit cumuler quatre boulots pour subvenir à ses besoins.

des assurances publiques ou privées, hérité du modèle d'État-providence de Bismarck de 1880, pour lequel l'État et les réglementations doivent disparaître le plus possible de l'économie.

## LE CDI EST UN SÉSAME RECHERCHÉ

Il n'y a pas de régime unique comme en France. Une assurance publique coûte au minimum 150 euros par mois. Les assurances privées peuvent s'élever à plusieurs centaines d'euros, en fonction de la couverture proposée, et permettent notamment d'obtenir des rendez-vous plus rapidement chez certains médecins spécialistes.

Dans le cas d'une véritable embauche, le montant des cotisations sociales prélevé sur le salaire est pris en charge à parts environ égales par l'employeur et le salarié, et correspondent à 21 % du salaire brut. Les travailleurs indépendants, de plus en plus nombreux, sont clairement désavantagés par rapport aux salariés.





Gabrielle est enceinte. Diplômée de français langue étrangère, elle enseigne depuis dix ans à l'université populaire de Berlin, la VHS. Elle signe un contrat free-lance chaque semestre et règle elle-même assurance santé (600 euros/mois) et cotisation retraite – soit, en tout, 38 % de ses revenus. Elle paie en plus de cela 80 euros d'assurance chômage et une assurance supplémentaire afin de pouvoir s'arrêter les six dernières semaines de sa grossesse.

N'ayant aucune garantie de retrouver son poste à son retour, prévu deux mois après son accouchement, c'est elle-même qui a organisé son remplacement, avec une amie pour plus de sécurité, et elle n'a d'autre choix que de faire confiance à son directeur. Pour Gabrielle, en Allemagne depuis quinze ans, le système n'incite absolument pas les travailleurs indépendants à avoir des enfants.

Passer d'un emploi précaire à un emploi stable s'avère difficile, et l'accumulation des contrats free-lance n'est en aucun cas un signe de bonne santé professionnelle. Pire, ça fait tache sur le CV. Le recruteur Jérôme Lecot précise : « *Souvent, les entreprises sont réticentes à embaucher les profils de free-lance car elles ont peur que les candidats ne soient pas capables de s'intégrer dans la structure d'une entreprise.* »

### LA DÉBROUILLE RESTE SUPPORTABLE

Le site Craigslist propose chaque jour une trentaine de nouvelles offres d'emploi dans le vaste domaine de la culture, du Web et de la communication à Berlin. Tous ont l'air formidables. Presque aucun n'est rémunéré. Les mots-clés dans ces annonces, toujours rédigées en anglais, sont « volunteer », « awesome opportunity », « cool work atmosphere »...

Avec une superficie de 891 km<sup>2</sup>, Berlin est huit fois plus grande que Paris et compte 3,4 millions d'habitants.





Mais la « coolness » de Berlin prend un coup dans l'aile quand on décèle l'insécurité que cachent ces opportunités.

Les employés deviennent plus réticents à l'idée de changer d'entreprise au cours de leur carrière et les demandeurs d'emploi sont encore plus fébriles et angoissés. Mais si les 8 millions de personnes travaillant actuellement avec un taux horaire inférieur gagnaient un Smic de 8,50 euros de l'heure, leurs cotisations sociales et leurs impôts donneraient un coup de pouce à l'État de 7 à 8 millions d'euros par an.

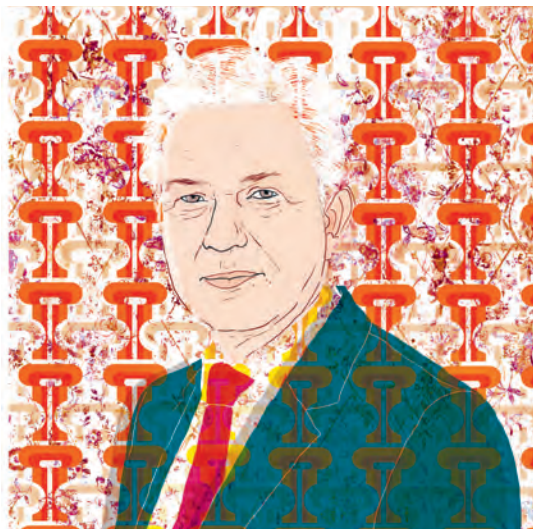
Valentine, 28 ans, diplômée en gestion culturelle et photographe, raconte comment elle a quitté Bruxelles pour Berlin il y a deux ans : « *Je ne savais pas grand-chose du marché du*

*travail en Allemagne, j'avais simplement cette image de "l'Allemagne, première puissance économique européenne". J'avoue ne pas m'être renseignée avant de m'installer, je venais dans l'idée d'y faire un stage de trois mois sans plus de perspective à long terme.* » Aujourd'hui, elle cumule courageusement quatre boulots : serveuse dans un restau, assistante en événementiel, responsable bénévole dans une association, free-lance dans une entreprise à vocation culturelle. Comme beaucoup d'autres, Valentine a décidé de rester, malgré les embûches rencontrées, qui font aussi partie de ces branches de métiers attractifs. Parce qu'à Berlin, la débrouille reste supportable, et qu'un retour à Bruxelles n'impliquerait aucune alternative au chômage, à moyen terme.



## KATRIN GÖRING-ECKARDT

Pour cette porte-parole des Verts, le principal argument en faveur d'un salaire minimum est de freiner la concurrence entre les entreprises : aujourd'hui, les entrepreneurs appliquent une politique de prix agressive, où le salaire des employés peut être réduit sans limite. « Il y a actuellement 6,8 millions de personnes en Allemagne qui perçoivent moins de 8,50 euros de l'heure », scandait-elle récemment.



## KLAUS WOWEREIT

Le maire de la capitale allemande, figure centrale du Parti social-démocrate (SPD), a marqué les esprits en qualifiant Berlin de ville « pauvre mais sexy ». Il reprend ainsi une tendance de la culture pop qui fait de la décadence un mode de vie. Plus de 40 % des 3,4 millions de Berlinoises vivent aujourd'hui d'aides publiques, et plus de 11 % de la population est au chômage (contre 6,8 % à l'échelon national).

**LES EMPLOYÉS SONT PLUS RÉTICENTS À L'IDÉE DE CHANGER D'ENTREPRISE ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI PLUS ANGOISSÉS. MAIS SI LES 8 MILLIONS DE PERSONNES TRAVAILLANT ACTUELLEMENT AVEC UN TAUX HORAIRE INFÉRIEUR GAGNAIENT UN SMIC DE 8,50 EUROS DE L'HEURE, LEURS COTISATIONS SOCIALES ET LEURS IMPÔTS DONNERAIENT À L'ÉTAT DE 7 À 8 MILLIONS D'EUROS PAR AN.**

En termes de métiers, la capitale allemande doit aussi son attractivité à son appellation récente de « bohème numérique » ou encore de « Silicon Allee », qui tend à jeter un voile sur une réalité bien trop précaire. Les geeks et les jeunes entrepreneurs en mal d'aventure développent des concepts innovants, sirotant un *latte machiatto* dans des cafés où le Wi-fi est gratuit. Le bouillonnement de l'industrie numérique, la forte concentration de cerveaux créatifs et le faible coût de la vie font que le boom berlinois accueille de plus en plus de nouveaux projets. Une belle avancée pour l'innovation et l'économie, mais, bien souvent, sans que les CEO<sup>1</sup> ne se penchent sur la nature des contrats de travail de leurs employés.

### **BIENVENUE DANS LA « SILICON ALLEE »**

Dans les start-up berlinoises, tout est fait pour rendre le travail agréable, pour qu'il se confonde avec le loisir. Les open spaces sont vastes, on s'y sent bien, boissons fraîches et en-cas sont à disposition. On se tutoie, on fait en sorte que les employés soient en forme, on leur offre des abonnements à des salles de sport, on sort en club avec ses collègues le soir pour prendre soin de son networ-

king. Et nul besoin de faire l'effort d'apprendre l'allemand, puisque tout le monde parle anglais. Quand la start-up n'a pas vu le jour à Berlin, elle est importée de Californie, où se trouve son siège.

Dans le « document de bienvenue » reçu lors de mon embauche dans une start-up spécialisée sur le marché de l'art, le CEO se targuait d'offrir de l'eau et des fruits frais. Il informait ses employés que s'ils arrivaient en retard – après 9 h 15 –, ils devaient offrir des Haribo à tout le monde. Il demandait, n'étant pas PDG de Siemens mais seulement CEO de start-up, à ce qu'on prenne soin de venir avec son propre ordinateur portable – « *parce que tout le monde en a un aujourd'hui* ». La hiérarchie plate mise en œuvre dans ce genre d'entreprise assure une meilleure communication



### **PEER STEINBRÜCK**

Leader des sociaux-démocrates, il a réalisé le deuxième score le plus faible du SPD dans une législative de l'après-guerre, avec 25,7 % des voix, très loin des 41,5 % enregistrés par le parti conservateur de la chancelière Angela Merkel, le 22 septembre 2013. Malgré cela, pour constituer sa future coalition avec le SPD, la chancelière allemande a dû accepter l'instauration d'un Smic d'ici... à 2017.



entre les employés. Le management dit « liquide », qui va souvent avec, permet l'abandon définitif de la hiérarchie pyramidale, développant ainsi l'autonomie des employés, instaurant un climat de confiance, donnant plus de responsabilités à ceux qui n'en auraient pas forcément eu.

Chacun peut ainsi jouir pleinement du sentiment d'appartenance à l'entreprise. « 49 % des Allemands ne souhaitent pas changer d'entreprise, contre 32 % en moyenne en Europe. Le sentiment d'appartenance est fort », remarque Jean-François Rieffel, de l'Apec, l'association pour l'emploi des cadres.

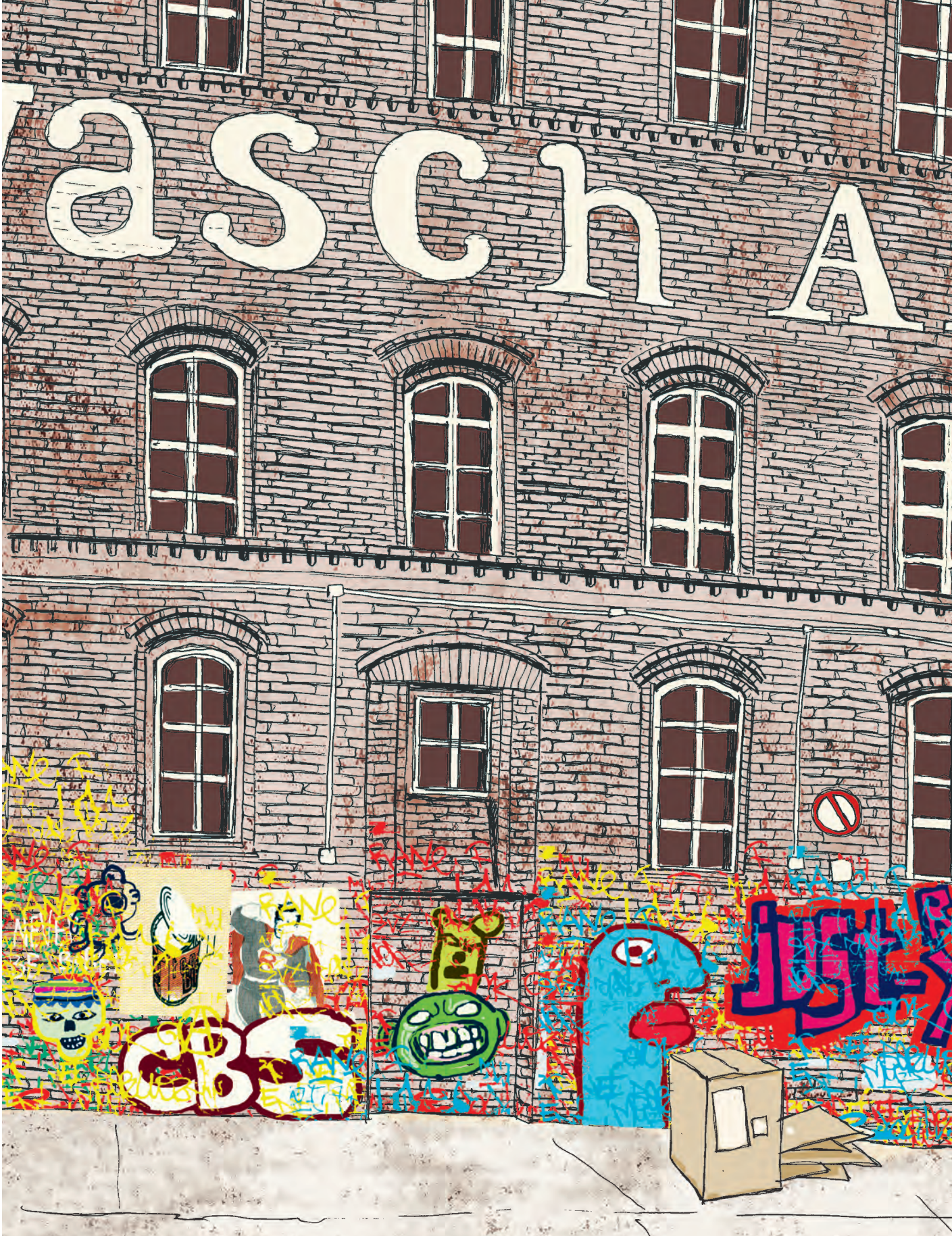
*Gruenderszene*, magazine online allemand dédié à la scène des start-up, dresse, dans un souci de transparence mais non sans ironie, la liste des 30 faits les plus « crasseux » concernant leur fonctionnement interne. « Fait n° 17 : payer volontairement très peu les employés, parce qu'ils vont de toute façon l'accepter – vu la forte concurrence. » « Fait n° 18 : donner plus de responsabi-

**LES JEUNES ENTREPRENEURS EN MAL D'AVENTURE DÉVELOPPENT DES CONCEPTS INNOVANTS DANS DES CAFÉS OÙ LE WI-FI EST GRATUIT. LE BOUILLONNEMENT DE L'INDUSTRIE NUMÉRIQUE, LA FORTE CONCENTRATION DE CERVEAUX CRÉATIFS ET LE FAIBLE COÛT DE LA VIE FONT QUE LE BOOM BERLINOIS ACCUEILLE DE PLUS EN PLUS DE NOUVEAUX PROJETS.**

La capitale allemande, surnommée la « Bohème numérique », est le nouvel eldorado des entrepreneurs du Web.











Avec le déménagement du gouvernement de Bonn à Berlin en 1999, la métropole s'est dotée de nouveaux habitants plus fortunés.

lités aux stagiaires qu'aux managers, et les laisser écrire eux-mêmes leur attestation de stage. »  
 « Fait n° 20 : travailler beaucoup et jusqu'à tard, parce c'est ainsi qu'on doit se comporter pour faire partie de Berlin. Celui qui veut partir à 18 heures, on lui demande si c'est pour sa pause déjeuner. Le burn-out n'est pas une nécessité, mais peut aider. »

### **DES ENTREPRENEURS COSMOPOLITES**

Mais pourquoi serait-il plus facile d'entreprendre en Allemagne qu'en France ?

Une communauté d'entrepreneurs plus cosmopolite, un esprit plus créatif et ambitieux... Et, encore une fois, le faible coût que représentent les employés. Car aujourd'hui, un réajustement généralisé des salaires représenterait, à l'échelle

**UN RÉAJUSTEMENT GÉNÉRALISÉ DES SALAIRES REPRÉSENTERAIT, À L'ÉCHELLE NATIONALE, UNE HAUSSE DES DÉPENSES DE 19 MILLIONS D'EUROS PAR AN POUR L'ÉTAT. DE QUOI FAIRE GRINCER LES DENTS DES OPPOSANTS AU SMIC : « LE TRAVAIL AU NOIR REPRENDRAIT DE L'IMPORTANCE, IL Y AURAIT PLUS DE MORTS SUR LES CHANTIERS, LA DÉLINQUANCE AUGMENTERAIT... »**

nationale, une hausse des dépenses de 19 millions d'euros par an pour l'État. De quoi faire grincer les dents des opposants au salaire minimum. Son introduction « *augmenterait l'insécurité du travail puisque les employeurs prendraient plus de CDD. Toute une tranche de la population se retrouverait dans un vide. Trop chère pour les jobs de base, pas assez qualifiée pour les jobs à valeur ajoutée. Le travail au noir reprendrait de l'importance, il y aurait plus de morts sur les chantiers, la délinquance augmenterait. L'équilibre actuel est fragile* », analyse Thomas Desray, conseiller financier installé à Cologne, expert en matière de salaires et d'assurances.

Les entrepreneurs bénéficient également de statuts avantageux, comme la GbR, une petite société en nom propre, qui peut se monter sans ca-

pital de départ et sans inscription à la Chambre de commerce. Une aubaine, selon Marie, fondatrice d'une entreprise spécialisée dans la création de jeux vidéo, pour qui le système allemand est nettement plus clair. Les déclarations des premiers bilans et de la TVA sont plus souples lorsque l'entreprise est jeune. « *Il n'y a pas, comme en France, mille façons de faire la même chose avec, à chaque fois, l'impression de vivre un roman de Kafka* », explique cette jeune entrepreneuse, sept ans après avoir quitté la France.

Dans son entreprise, qui pourtant offre des services de traduction, on ne parle pas allemand mais anglais. À Berlin, pas de Kafka donc, mais une tour de Babel encore intacte. Reste à savoir ce qu'il se passerait si elle s'effondrait.

1. Chief executive officer, président-directeur général.

Une dette publique de plus de 60 milliards qui flambe 5 ou 6 millions d'euros en intérêts par jour et un taux de chômage autour de 11 % : la ville frôle la faillite, mais se veut le nouveau centre de l'Europe.

